

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016 – 2017

**RÉPONSES AUX DEMANDES DE  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE  
L'OPPOSITION OFFICIELLE ET DU  
DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

---

*Programme 01  
Cabinet du Lieutenant-gouverneur*

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

---

*Réponses aux demandes de renseignements généraux*

*Programme 01 - Cabinet du Lieutenant-gouverneur*

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017  
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**Note aux lecteurs**

**Étant donné que certaines questions ne font pas l'objet de réponse pour le Bureau du lieutenant-gouverneur et afin de faciliter la consultation du document, les questions suivantes ne sont pas incluses.**

Pour les questions suivantes, la réponse est "aucune" :

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 16, 20, 21, 24, 25, 26, 28, 32, 43, 47, 55, 61, 62

Ces questions ne s'appliquent pas au Bureau du lieutenant-gouverneur :

10, 15, 18, 19, 29, 30, 31, 35, 37, 38, 39, 44, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 56, 57, 58

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016.
2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme.
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements.
5. La liste des dépenses en formation de communication.
6. La liste des dépenses en formation de communication.
7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016.
8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.
9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme.
10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016.
11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.).
12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.
13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois).

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie.
15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation).
16. Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016.
17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016.
18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés.
19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016.
20. Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.
21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.
22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé.
24. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.
25. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016.
26. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

27. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels).
28. Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:
29. Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
30. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016.
31. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016.
32. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
33. La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
34. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.
35. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.
36. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.
37. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
38. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

39. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
40. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
41. Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée?
42. Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels?
43. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
44. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
45. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
46. Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.
47. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
48. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
49. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

50. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
51. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
52. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
53. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
54. Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.
55. Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.
56. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017.
57. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
58. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
59. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014.
60. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
61. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

62. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017  
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**14. Séparément, pour le cabinet ministériel, la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 ( et la ventilation pour chaque mois ), de chaque dépense reliée à la téléphonie :**

- a) le nombre de téléphones cellulaires ( « BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;**
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);**
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;**
- d) les coûts d'acquisition des appareils;**
- e) le coût d'utilisation des appareils;**
- f) le coût des contrats téléphoniques;**
- g) les noms des fournisseurs;**
- h) le nombre de minutes utilisées;**
- i) les ordinateurs portables;**
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;**
- k) le coût des frais d'itinérances;**
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.**

DÉPENSES	NOMBRE	COÛT (\$)
Téléphones cellulaires	-	-
« BlackBerry »	-	-
iPhone (fournisseurs : B-Tel)	3	-
Autre type de téléphone intelligent	-	-
Ordinateurs portables, Ipad et autre type de tablette électronique	3	-
Téléavertisseurs	-	-
Contrats téléphoniques	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>6</b>	<b>-</b>

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017  
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

EMPLACEMENT	SUPERFICIE (m <sup>2</sup> )	DÉPENSE RÉELLE AU 31 MARS 2016 <sup>(1)</sup> (\$)	DURÉE	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
1050, rue des Parlementaires, Québec	741,89	58 053	n/a	Assemblée nationale
<b>Les coûts d'aménagements réalisés depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015, la nature des travaux et le ou les bureaux visés :</b>				
NATURE DES TRAVAUX	COÛT	BUREAUX VISÉS		
Aucun				

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017  
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :**

- a) le poste initial;**
- b) le salaire;**
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;**
- d) la date de mise en disponibilité;**
- e) les prévisions pour 2016-2017.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017  
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :**

**a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.)**

**b) prévisions pour 2016-2017;**

**c) par catégorie d'âge.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017  
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

27. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web.
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits » );
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

DÉPENSES	COÛT (\$)
<p>Site du lieutenant-gouverneur (<a href="http://www.lieutenant-gouverneur.qc.ca">www.lieutenant-gouverneur.qc.ca</a>)</p> <p>Les mises à jour sont faites au besoin par le personnel du Bureau du Lieutenant-gouverneur.</p>	-
<b>TOTAL</b>	-

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017  
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**33. La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017  
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**34. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017  
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**36. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017  
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**40. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017  
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**41. Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :**

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.**

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017  
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**42. Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :**

**a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**

**b) fournir la liste des salaires versés;**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017  
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**45. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017  
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**46. Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017  
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**59. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :**

- du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

**Fournir les prévisions pour 2016-2017.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017  
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**60. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.**

L'information sera présentée au Rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.